

Une commémoration franco-allemande en perspective

La cérémonie du 3 août 2014 au Hartmannswillerkopf

Par Dorothee Malfoy-Noël, Doctorante Université Paul Valéry - Montpellier 3



La mémoire de la Grande Guerre a, de longue date, joué un rôle important dans la mise en scène de la réconciliation franco-allemande. La coopération franco-allemande devait être un noyau dur dans un Centenaire inscrit dès sa conception au-delà des frontières de l'Europe, dans un esprit de dialogue international : « C'est main dans la main avec l'Allemagne, partenaire depuis près de cinquante ans d'une réconciliation historique et de l'édification d'une Europe pacifique, qu'elle devra être racontée et commémorée » souligne le rapport Zimet¹. Commémorer le Centenaire dans sa dimension mondiale implique de décroiser les récits nationaux, de mettre en relief non seulement les spécificités nationales mais aussi les espaces mémoriels communs et les dynamiques transnationales. S'il apparaît évident qu'une commémoration commune du Centenaire enrichirait le capital symbolique du couple franco-allemand, le Centenaire met tout de suite en lumière des différences importantes dans les paysages et les logiques politiques et administratives des deux pays. Différences qui laissaient présager une certaine difficulté à accorder les violons commémoratifs (ci-contre les drapeaux allemands et européens sur l'Hartmannswillerkopf, août 2014).



¹ Rapport Zimet, « Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international », p.10, en ligne : <http://www.verdun-meuse.fr/images/files/RapportJosephZimet.pdf>

Les défis d'un Centenaire « main dans la main avec l'Allemagne »

C'est l'un des enjeux du Centenaire : permettre une lecture mondiale en expliquant la construction des mémoires. Le Centenaire devait échapper à deux tendances : renforcer les lectures nationales et patriotiques de la Première Guerre mondiale, dans un contexte de crispation identitaire, ou, au contraire, verser dans des discours uniformisants qui gommeraient toutes les différences signifiantes en espérant dégager un socle mémoriel commun en Europe. En France, la commémoration du Centenaire de la Première Guerre mondiale revêt une importance exceptionnelle. L'engouement de la société civile démontre à quel point l'empreinte de la Grande Guerre est forte dans la mémoire sociale, donnant lieu à des productions culturelles multiples. Pour autant, si cette extraordinaire vitalité mémorielle nous semble à présent d'une intemporelle évidence, il ne faut pas oublier qu'elle est le fruit d'une progressive réactivation de la mémoire de 14-18 à partir des années 1990². Tout autre fut le cheminement mémoriel de l'Allemagne. Contrairement à ce que l'on constate en France, où elle continue de jouer un rôle fédérateur, la Première Guerre mondiale s'inscrit de façon négative dans la construction mémorielle de la société allemande. D'abord parce qu'elle se solde par une défaite et que les défaites ne sont pas propices à la perpétuation de rites commémoratifs. Ensuite parce qu'elle est essentiellement perçue dans sa continuité avec la Seconde Guerre mondiale³ : « catastrophe originelle du XXe siècle » selon l'expression de George Kennan sans cesse citée par les Allemands, elle n'intéresse que pour y rechercher les racines du nazisme. La République de Weimar n'était pas parvenue à forger une mémoire consensuelle de la Première Guerre mondiale. Le Troisième Reich en avait donné une lecture unique, la plaçant à l'origine de sa doctrine et exploitant son souvenir pour écrire l'une des pages les plus sombres de l'histoire. Après 1945, l'Allemagne est donc plongée dans un profond questionnement moral vis-à-vis de son histoire récente. La mémoire de la Première Guerre mondiale n'est plus mobilisée en tant que telle mais considérée sous le prisme de la question d'un *Sonderweg* allemand. Plus généralement, l'armée et le soldat s'effacent du culte public⁴.

Depuis 1945, l'Allemagne est sans date et sans lieu de commémoration de la Première Guerre mondiale. Édifiante est en ce sens l'histoire du *Volkstrauertag* allemand (« jour de deuil national »), observé pour la première fois en 1926 à l'initiative de l'association *Volksbund Deutsche*

² Voir Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010.

³ Voir Arndt Weinrich, *Der Weltkrieg als Erzieher. Jugend zwischen Weimarer Republik und Nationalsozialismus*, Essen, Klartext, 2013. Voir également l'article de Nicolas Patin, « Des tranchées au NSDAP. Culture de guerre et politisation des députés nazis », *Amnis* [En ligne], 10 | 2011, mis en ligne le 03 mai 2011. Vérifié le 18/08/2014 : <http://amnis.revues.org/1382>

⁴ Voir, à titre d'exemple, l'article d'Isabelle Benoît sur la question du devenir des collections militaires allemandes après la Seconde Guerre mondiale : « Taire la seconde guerre mondiale : les collections militaires dans l'Allemagne divisée », *Tumultes* 1/ 2001 (n° 16), p. 121-145, <http://www.cairn.info/revue-tumultes-2001-1-page-121.htm#no2> Consulté le 19/08/2014.

Kriegsgräberfürsorge (« service pour l'entretien des sépultures militaires allemandes »), positionnée à droite de l'échiquier politique. Cette journée se voulait une journée de commémoration en hommage aux soldats allemands tombés pendant la Première Guerre mondiale⁵, un jour d'union nationale dans le deuil, au dessus des partis politiques, des religions et des distinctions sociales. Le *Volkstrauertag* fut, dans les faits, sujet à de nombreuses appropriations avant d'être transformé en *Heldengedenktag* (« jour de commémoration des héros ») par le régime nazi. La tradition du *Volkstrauertag* est reprise après guerre, en dépit de ce passé problématique. A partir de 1952, la date en est toutefois changée pour se démarquer de l'instrumentalisation nazie. Le sens en est également modifié : cette journée sera consacrée à la commémoration des « victimes de toutes les guerres et de la violence », selon les termes du *Volksbund* qui continue de prendre en charge son organisation. En RDA, le *Volkstrauertag* n'est pas observé mais remplacé par une journée internationale de commémoration pour les victimes de la terreur fasciste et de lutte contre le fascisme et l'impérialisme. Détaché de sa référence initiale aux seules victimes militaires de la Première Guerre mondiale, le *Volkstrauertag* opère une synthèse commémorative des plus surprenantes, connectant la mémoire de tous les soldats à celle des victimes des crimes nazis. Cette synthèse mémorielle a permis au *Volkstrauertag* de perdurer après la Seconde Guerre mondiale, et jusqu'à nos jours, mais a aussi contribué à diluer la référence historique à la Première Guerre mondiale. La même réflexion s'applique au bâtiment de la *Neue Wache* (Nouvelle Garde) à Berlin, monument dédié à la mémoire la Première Guerre mondiale dans les années 1930, puis transformé par la RDA en mémorial aux « victimes du fascisme et du militarisme », avant de devenir, en 1993, un lieu de mémoire pour les « victimes de la guerre et de la dictature ».

Pas de date, pas de lieu, et pas non plus de figure susceptible d'incarner une mémoire collective de la Première Guerre mondiale. En France, le mythe du poilu est encore très puissant. Véritable métonymie de la guerre, c'est le mythe républicain par excellence. S'il était la figure du héros au début de la guerre, cent ans après, il est l'incarnation de la jeunesse sacrifiée. Il est la figure centrale des lieux de mémoire. Le poilu est une figure œcuménique dont la malléabilité est telle que toutes les familles politiques peuvent s'en emparer. En Allemagne, les commémorations ne peuvent s'adosser à un tel mythe et doivent composer avec une sorte de vide mémoriel. Dans la culture allemande, le soldat, qu'il soit victime ou non, n'est pas vraiment légitime dans le culte public. En témoigne l'indifférence dans laquelle est mort le dernier *Feldgrau*, Erich Kästner.

En Allemagne cependant, le réveil de la mémoire de 14-18 dans l'espace public est peut-être en train d'avoir lieu. La première année du Centenaire a donné des signes qui permettent de nuancer le constat initial d'une asymétrie mémorielle radicale entre la France et l'Allemagne. Les premières observations indiquent que l'Allemagne connaît une grande vague commémorative

⁵ Alexandra Kaiser, *Von Helden und Opfern. Eine Geschichte des Volkstrauertags*, Francfort sur le Main, Campus Verlag, 2010. Et, en anglais : Alexandra Kaiser, « Heroes, victims, sacrifices : images of the fallen soldiers and the « victims of war and the rule of violence » in the German Volkstrauertag », in Christian Delporte, Caroline Moine, Denis Maréchal et Isabelle Veyrat-Masson (dir.), *La Guerre après la Guerre : images et construction des imaginaires de guerre dans l'Europe du XXe siècle*, Nouveau Monde éditions, 2010, p.139-152.

« par le bas », à travers de nombreuses initiatives pédagogiques, culturelles et scientifiques⁶. Pas de surprise en revanche au niveau des initiatives commémoratives programmées « par le haut ». L'implication du gouvernement fédéral est bien plus limitée qu'en France. Non seulement en raison de l'absence d'une politique mémorielle autour de la Première Guerre mondiale en Allemagne, mais aussi pour des raisons structurelles. Rappelons que la culture et les questions éducatives sont du ressort des *Länder* et non du gouvernement fédéral. Aussi, aucune cellule n'a été constituée pour susciter ou centraliser les initiatives locales, comme c'est le cas en France avec la Mission du Centenaire. Un interlocuteur a toutefois été désigné au Ministère des Affaires Étrangères allemand (*Auswärtiges Amt*), dans le département culture et communication (Andreas Meitzner, directeur adjoint). Ce choix montre bien la volonté de ne pas s'exclure de la démarche commémorative internationale mais de ne pas en prendre l'initiative et de l'orienter vers l'extérieur du territoire (aucune célébration officielle n'étant prévue sur le sol allemand). A cela sont venus se greffer des contretemps d'ordre conjoncturel, qui n'ont pas facilité la conception d'un Centenaire main dans la main avec la France. Si la dynamique mémorielle du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée pouvait se prolonger dans le Centenaire, comme le signale Sébastien Bertrand⁷, force est de constater que la surcharge du calendrier commémoratif franco-allemand n'était pas propice à une anticipation de ce que pourrait être le Centenaire dans sa dimension franco-allemande. Le cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée a en fait polarisé tous les efforts, en raison d'un format très ambitieux qui prévoyait une « année franco-allemande » entre juillet 2012 (anniversaire de la rencontre de Reims entre de Gaulle et Adenauer) et juillet 2013 (le cinquantième anniversaire de la création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse). La plupart des grands acteurs de la coopération franco-allemande étant aux prises avec l'organisation des festivités du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée, le Centenaire ne put véritablement être à l'ordre du jour de l'agenda politique franco-allemand qu'à partir de l'automne 2013. Les élections allemandes et la constitution du nouveau gouvernement à la mi-décembre 2013 ont également eu un impact sur la possibilité d'anticiper le Centenaire en Allemagne. Dès la passation des pouvoirs, le 17 décembre 2013, le nouveau ministre fédéral des Affaires Étrangères, Frank-Walter Steinmeier, affirme l'importance de la commémoration (faisant une référence appuyée aux *Somnanbules* de l'historien Christopher Clark⁸), manifestant l'intention de compenser la sous-estimation par le gouvernement fédéral allemand de l'engouement international lié à la commémoration du Centenaire.

6 Ce point ne sera pas développé ici. Voir les articles d'Arndt Weinrich, Markus Pöhlmann et Sylvain Delpeut sur ce site, dans la rubrique « Un Centenaire mondial ».

7 Sébastien Bertrand, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale dans la relation franco-allemande », *Revue de l'IFHA* [en ligne], 5 | 2013.

8 Discours de Frank-Walter Steinmeier en ligne (en allemand) sur le site du *Auswärtiges Amt* : http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Infoservice/Presse/Reden/2013/131217-BM_Antrittsrede.html . « Das Erinnerungsjahr 2014 wird ganz im Zeichen der « Urkatastrophe des 20. Jahrhunderts » stehen ; wie George Kennan den Ersten Weltkrieg genannt hat. Und ich hoffe, dass diese Erinnerung für uns zur Mahnung wird ! Mahnung, was passieren kann, wenn Politiker und Diplomaten wie 'Schlafwandler' in der Gegend herumirren und nicht im Entferntesten ahnen, auf welchen Abgrund sie gerade zusteuern ». Traduction personnelle : « L'année commémorative 2014 sera placée sous le signe de la « catastrophe originelle du 20e siècle », selon l'expression de George Kennan. Et j'espère que cette commémoration sera pour nous un avertissement. Un avertissement de ce qui peut se produire, quand les hommes politiques et les diplomates errent comme des « somnambules » sans pressentir le moins du monde vers quel gouffre ils se dirigent ».

Le souvenir de la Première Guerre mondiale dans l'écriture symbolique de la réconciliation

Ces difficultés ne devaient pas dissuader le gouvernement français de concevoir un grand rendez-vous franco-allemand pour 2014, propre à créer de nouvelles images qui, espérait-on, feraient date dans l'histoire de l'amitié franco-allemande. Car en dépit des différences des paysages mémoriels français et allemand, la mémoire de la Grande Guerre a une fonction particulière dans la narration officielle de la réconciliation. Les premières initiatives de rapprochement franco-allemand autour cette mémoire datent des années 1920 et ne sont pas le fait de l'État mais d'associations et de ligues, notamment celles d'anciens combattants. En France, ces associations, quelles que soient leur orientation politique ou leur composition sociale, sont un vecteur essentiel du mouvement pacifiste dans l'après guerre. Affirmant leur refus de la guerre, les anciens combattants mettent en place une véritable « pédagogie de la paix »⁹. Le cas de l'Allemagne est bien différent¹⁰. En Allemagne, les organisations pacifistes, la *Deutsche Friedensgesellschaft* (fondée en 1892) et le *Bund Neues Vaterland* (fondé le 16 novembre 1914), se font à nouveau entendre après la guerre. De nombreuses associations pacifistes se créent ici et là, mais ces initiatives restent marginales dans un espace public caractérisé par l'omniprésence de la guerre, dont la mémoire est extrêmement clivée¹¹. Il n'y a pas en Allemagne de mouvement ancien combattant comme on peut l'observer en France. Les associations d'anciens combattants restent très dispersées et souvent en opposition sur l'interprétation qu'il convient de faire de la guerre. Loin d'incarner le refus de la guerre comme en France, la figure de l'ancien soldat du front est mythifiée par l'extrême droite. Le héros de guerre est la référence idéologique des corps francs et le symbole d'une Allemagne qui cherche à retrouver sa puissance. Une Ligue pour la Paix des Anciens Combattants (*Friedensbund der Kriegsteilnehmer*) est cependant fondée en 1919, appelant à l'union des anciens combattants de tous les pays pour lutter contre la guerre¹². Elle comptera jusqu'à 30 000 membres en 1921, avant de s'essouffler rapidement et de disparaître en 1927. Elle est à l'initiative du mouvement *Nie wieder Krieg* (« plus jamais la guerre ») et de l'organisation de journées anti-guerre qui rencontrent un certain succès. Même à son apogée, ce mouvement reste très minoritaire. Des rencontres internationales d'anciens combattants et des pèlerinages de la paix s'organisent sur les lieux de mémoire dans l'entre-deux-guerres, à Verdun en particulier. Des chantiers de volontaires internationaux voient le jour : en 1920 par exemple, un premier chantier de reconstruction est organisé à Verdun, à l'initiative de l'ingénieur suisse Pierre Ceresole, fondateur du Service Civil International, réunissant des volontaires anglais, belges, français et allemands. Il faut attendre 1925, avec la fin de l'occupation de la Ruhr et le traité de

⁹ Antoine Prost, *Les Anciens combattants et la société française, 1914-1940*, Paris, Gallimard, 1977.

¹⁰ Gilbert Merlio, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*, 2/2011 (n°8), p. 39-59. En ligne : <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2011-2-page-39.htm> Vérifié le 17/08/2014.

¹¹ Sur la question de la construction de la mémoire de la Première Guerre mondiale dans l'entre-deux-guerres en France et en Allemagne : Élise Julien, *Paris, Berlin. La mémoire de la guerre 1914-1933*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2009, 375 p.

¹² « Friedensbund der Kriegsteilnehmer », in Helmut Donat, Karl Holl (dir.), *Die Friedensbewegung - Organisierter Pazifismus in Deutschland, Österreich und in der Schweiz*, Düsseldorf, 1983, p.138 et suivantes.

Locarno, pour que les tentatives de rapprochement franco-allemand sortent de la marginalité. Mais rapidement, elles se heurtent à la montée du nazisme. En 1936, à Douaumont, plus de 20 000 anciens combattants allemands et français prononcent ensemble un serment de paix. Ce n'est que très peu de temps avant la Seconde Guerre mondiale (mai 1939) que les relations entre les vétérans français et allemands sont interrompues. Après la guerre, puis à la suite de la signature du Traité de l'Élysée en 1963, les anciens combattants reprennent l'oeuvre de rapprochement. On peut citer par exemple la cérémonie commémorative du cinquantenaire de la bataille de la Marne à Mondement le 9 septembre 1964, où les survivants du 164^{ème} RI allemand (4^e Hannovrien) qui avaient pris Mondement le 9 septembre 1914, participèrent sur le site, aux côtés du 77^e RI français, à un hommage à tous les morts.

C'est à partir des années 1960 qu'une lecture de la Première Guerre mondiale compréhensive pour la souffrance de l'autre gagne les discours présidentiels. Les prémices d'un discours sur les conflits dans la relation franco-allemande vont s'attacher à une guerre « mémoriellement acceptable » pour les deux États. Charles de Gaulle et Konrad Adenauer assistent ensemble, le 8 juillet 1962, à un premier exercice militaire franco-allemand au camp de Mourmelon, puis à un office religieux. C'est la cathédrale de Reims, ville martyre de la Première Guerre mondiale, qui est choisie comme décor pour cette « messe pour la paix ». Même si la mémoire de la Première Guerre mondiale n'est pas textuellement évoquée au cours de cette cérémonie, le choix de Reims y fait explicitement référence. Un deuxième temps fort de la réconciliation autour de la mémoire de la Première Guerre mondiale se joue avec François Mitterrand et Helmut Kohl. Le chancelier allemand Helmut Kohl n'avait pas participé aux commémorations du 40^{ème} anniversaire du débarquement¹³. Le gouvernement français met au point une commémoration spécifique avec l'Allemagne afin de montrer que la France et l'Allemagne sont engagées vers l'avenir, sur la base d'une amitié solide. Il ne s'agit donc plus seulement de célébrer la paix mais de donner un élan nouveau à la réconciliation franco-allemande en faisant la démonstration d'un lien privilégié unissant les deux pays au sein de l'Europe. Le geste symbolique a lieu le 22 septembre 1984 à Verdun, où le président français et le chancelier ouest-allemand se rencontrent pour commémorer le 70^e anniversaire de la Première Guerre mondiale (bien que la date du 22 septembre ne corresponde à rien dans le calendrier commémoratif). Ils effectuent ensemble un pèlerinage en trois temps : d'abord au cimetière militaire allemand de Consenvoye, puis à Esnes-en-Argonne où l'oncle d'Helmut Kohl combattit pendant la Première Guerre mondiale et où François Mitterrand fut blessé pendant la Seconde (une stèle rappelle cet événement à l'entrée du village), et enfin à l'Ossuaire de Douaumont. Devant un catafalque recouvert des deux drapeaux, Mitterrand et Kohl se tiennent longuement par la main pendant les hymnes nationaux¹⁴. La commémoration de la Première Guerre mondiale adopte une narration réconciliatrice qui unit les soldats des deux camps dans un même hommage.

¹³ Deux versions existent : Helmut Kohl n'aurait pas été invité ou, au contraire, il aurait décliné l'invitation, estimant que ce n'était pas la place d'un chancelier allemand. Il faudra attendre 2004 pour qu'un Chancelier allemand, Gerhard Schröder, accepte l'invitation : "La victoire des Alliés n'est pas une victoire sur l'Allemagne, mais pour l'Allemagne".

¹⁴ Les débats qui suivirent afin de déterminer si ce geste avait été prévu ou avait été effectué spontanément montrent bien que la dimension émotionnelle est un ingrédient déterminant dans la réception des représentations de l'amitié franco-allemande.

Cependant, si cette image de Kohl et Mitterrand main dans la main a un impact symbolique et médiatique très fort, elle ne marque en aucun cas la systématisation d'un rituel commémoratif franco-allemand officiel. Le « geste de Verdun » est devenu un lieu de mémoire franco-allemand. Il devient lui-même l'objet d'une commémoration¹⁵. Il acquiert une telle postérité que tous les successeurs de Mitterrand et Kohl se sont sentis obligés de le prolonger par d'autres gestes solennels. La génération de la Seconde Guerre mondiale, pour qui la réconciliation était une affaire de cœur, cède la place à une génération pour laquelle la réconciliation se pense avant tout en terme de responsabilité du couple franco-allemand vis à vis de l'Union européenne. Au fur et à mesure que s'affirme la pérennité de la réconciliation, le recours au récit historique doit étayer la revendication d'une approche commune de l'Europe. La mémoire de la Première Guerre mondiale va servir cet objectif, non sans difficulté. Plusieurs invitations du gouvernement français à une commémoration commune des anniversaires décennaux de l'Armistice sont déclinées (Schröder le 11 novembre 1998, Merkel le 11 novembre 2008¹⁶). Un pas est franchi le 11 novembre 2009 : sur l'invitation de Nicolas Sarkozy, Angela Merkel prend part à la cérémonie de commémoration de l'Armistice sous l'Arc de Triomphe. C'est la première fois qu'un chancelier allemand participe à la commémoration d'un 11 novembre, marquant la défaite de l'Allemagne, et qui plus est, sous l'Arc de Triomphe qui rappelle les victoires françaises outre-Rhin¹⁷. Cette présence est un événement. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ravivent ensemble la flamme du souvenir. Le geste est fort, s'inscrivant dans la nouveauté. Les discours marquent, une fois de plus, un décalage important entre les conceptions françaises et allemandes de cette mémoire : alors que Nicolas Sarkozy place la Première Guerre mondiale au cœur de son discours, Angela Merkel évoque très brièvement la Première Guerre mondiale pour la relier dans une même phrase à la chute du mur de Berlin. Toutefois, cette cérémonie ne connaîtra pas la postérité des deux gestes précédents, dans un contexte de forte divergence des intérêts du couple franco-allemand, après des débuts très difficiles dans la relation Sarkozy-Merkel.

Une commémoration franco-allemande en Alsace

La stratégie de la synthèse commémorative déterminée par la Mission du Centenaire, sur le modèle de la commémoration du Bicentenaire de la Révolution Française, autorisait à prendre de la distance avec le calendrier militaire en choisissant une date neutre. Dans son allocution pour le lancement des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, le 7 novembre 2013, François Hollande annonce qu'il rencontrera le président de la République fédérale Joachim Gauck, le 3 août 2014, pour une commémoration commune du centenaire de l'entrée en guerre. La grand-messe franco-allemande aurait donc lieu, sans surprise, à l'initiative du gouvernement

¹⁵ Pour commémorer le 30ème anniversaire du « geste de Verdun », le Centre Mondial de la Paix de Verdun a réalisé une intéressante exposition de dessins de presse, avec le soutien du CIDAL. L'inauguration a lieu le 22 septembre 2014. une table ronde sur la signification et la portée du geste est organisée. Voir : <http://www.cmpaix.eu/le-geste-de-verdun/140912%20dossier%20de%20presse%20Le%20Geste%20de%20Verdun.pdf>

¹⁶ *Le Monde*, 11 novembre 2009, http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/11/10/11-novembre-franco-allemand-de-l-armistice-a-l-amitie_1265196_3214.html

¹⁷ C'est cependant Valéry Giscard d'Estaing qui fut le premier président à inviter des représentants allemands à un 11 novembre.

français. Quelques jours avant ce grand événement commémoratif, un autre rendez-vous franco-allemand se déroule à Paris, d'un minimalisme assez remarquable. Accompagné de Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand, ministre de l'économie et de l'énergie et président du parti social-démocrate (SPD), François Hollande dépose une gerbe devant l'ancien Café du Croissant, pour la commémoration de l'assassinat de Jean Jaurès¹⁸. Aucune prise de parole n'est programmée. La présence de Sigmar Gabriel avait pourtant une charge symbolique particulière : c'est en rentrant de Bruxelles après une réunion avec des sociaux-démocrates allemands pour tenter d'éviter la guerre que Jaurès fut assassiné. Toutefois, la portée franco-allemande de ce rendez-vous fit long feu. La mise en scène choisie pour cette commémoration voulait que François Hollande s'attable dans le café, précisément là où s'était assis Jaurès cent ans plus tôt. Sur la devanture, un grand portrait de Jaurès (dissimulant complètement Sigmar Gabriel aux yeux des spectateurs rassemblés dans la rue). Il faudrait s'en tenir à cela pour la portée symbolique¹⁹.

Le choix du 3 août ne s'inscrit dans aucune tradition commémorative. Pour le cinquantenaire, une cérémonie avait été organisée le 2 août à la gare de l'Est à Paris pour commémorer la mobilisation générale. Elle fut présidée par le Premier ministre Georges Pompidou et par le ministre des Anciens Combattants, Jean Sainteny. Des soldats portant des uniformes de poilus défilèrent à cette occasion. Une allocution du général de Gaulle fut diffusée à la radio et à la télévision. C'est aussi la mobilisation que le rapport Zimet de septembre 2011 proposait de commémorer pour marquer le centenaire de l'entrée en guerre. Il suggérait que l'action commémorative de l'État se concentre sur six grands rendez-vous en 2014, échelonnés entre le 28 juin et le 11 novembre. Le programme officiel n'en a finalement retenu que 5²⁰. Après une ouverture européenne du Centenaire à Sarajevo le 28 juin, puis un lancement international à Paris le 14 juillet en présence des délégations civiles et militaires de plus de 70 anciens pays belligérants, le rapport proposait une « commémoration décentralisée de la mobilisation générale et de l'entrée en guerre, le 2 août 2014, partout en France, avec le concours des communes »²¹. L'idée fut retenue et développée dans le premier volume du programme officiel du Centenaire²² : une vaste campagne d'affichage, une mobilisation de la presse quotidienne régionale ainsi qu'une émission spéciale de France Bleu devaient s'attacher à reconstituer l'atmosphère visuelle, sonore et émotionnelle de l'annonce de la mobilisation générale. Le 3 août, une minute de silence serait organisée partout en France pour commémorer le centenaire de la déclaration de la guerre, suivie par une allocution du chef de l'État²³.

18 A l'initiative de Sigmar Gabriel, selon le site du SPD : http://www.sigmar-gabriel.de/aktuelle_themen/ein-leuchtendes-vorbild

19 Voir sur ce site l'article de Nicolas Offenstadt consacré à cette commémoration.

20 La commémoration de l'assassinat de Jaurès n'étant plus intégrée à la catégorie des « temps forts de 2014 ».

21 « Commémorer la Grande Guerre (2014-2010) : propositions pour un centenaire international. Rapport au Président de la République » par Joseph Zimet, septembre 2011, p.14 : http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/rapport_jz.pdf

22 S'inspirant des recommandations formulées par le Conseil scientifique de la Mission du Centenaire : « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 » d'Antoine Prost, président du Conseil Scientifique de la Mission du Centenaire : http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/analyse_programme_commemoratif_cs.pdf

23 Programme du Centenaire – Volume 1, p.24 : http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/centenaire_bible_web_double_0.pdf

Cependant, la volonté d'internationaliser le Centenaire conduit à concevoir une commémoration bilatérale de l'entrée en guerre qui emmènera finalement François Hollande en Alsace²⁴. Si ce dernier commet la maladresse d'expliquer le choix de commémorer cet événement côte à côte avec l'Allemagne par le fait qu' « il se trouve que c'est l'Allemagne qui, le 3 août au soir, a déclaré la guerre à la France »²⁵, adossant ce choix au discours agresseur/agressé plutôt qu'à celui de l'amitié franco-allemande qui prescrit d'interroger ensemble l'enchaînement des circonstances ayant mené à la guerre, il n'en reste pas moins que ce choix représente une alternative à la date problématique du 11 novembre. Il présentait de prime abord une logique chronologique fort simple (porter une attention particulière sur le début de la guerre en 2014) en même temps qu'il constituait une initiative de décentrement de la part du gouvernement français, par rapport au calendrier commémoratif national. Ce choix n'est cependant accompagné d'aucune communication politique à visée pédagogique et les médias ne manqueront pas de souligner son apparente incongruité (commémorer l'entrée en guerre pour célébrer la paix). Tout aussi inhabituel dans le calendrier commémoratif allemand, le projet de commémoration du centenaire de l'entrée en guerre est dévoilé à un moment où la question des origines de la guerre et des responsabilités est fortement débattue en Allemagne. Les Allemands redécouvrent avec la parution de l'ouvrage de Christopher Clark *Les Somnambules* (en anglais 2012, traduit en allemand en 2013), une très vieille question de l'historiographie allemande. Loin d'être une question taboue, elle est centrale dans le regain d'intérêt de l'Allemagne pour la Première Guerre mondiale à la veille du Centenaire. Ainsi que le souligne Arndt Weinrich, la réception positive par le grand public allemand de l'ouvrage de Clark est un indicateur de la « normalisation » du rapport de l'Allemagne à son histoire et d'un certain affranchissement du « fardeau de la culpabilité comme leitmotiv de l'histoire nationale »²⁶. Weinrich avance que c'est peut-être précisément cette forme de « révisionnisme » (le terme est fort) qui permet la libération de la parole sur l'expérience 14-18 en Allemagne et la redécouverte des mémoires familiales. Dans ce contexte de regain d'intérêt pour les origines de la guerre, une commémoration bilatérale de l'entrée en guerre sous le signe de la réconciliation franco-allemande était pertinente. Elle posait néanmoins implicitement la question du contenu discursif de la commémoration et de la difficile intégration des mémoires en présence.

La grande commémoration franco-allemande de 2014 choisit non seulement une date inhabituelle mais aussi un territoire jusqu'alors oublié des grandes cérémonies officielles de commémoration. Le Hartmannswillerkopf, site du front des Vosges, est l'un des quatre Monuments Nationaux de la Grande Guerre. Il est l'un des sites les plus visités du massif vosgien. Pourtant, il n'a jamais occupé une place centrale dans la mémoire de la Grande Guerre ni en France ni en

²⁴ Le projet d'une campagne d'affichage est maintenu, de même que celui de faire sonner le tocsin le 1er août 2014 à 16 heures, comme cent ans plus tôt. Voir l'article d'Anne Sophie Anglaret sur ce site.

²⁵ Allocution pour le lancement des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale : <http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-pour-le-lancement-des-commemorations-du-centenaire-de-la-premiere-guerre-mondiale-4/>

²⁶ Voir le bilan du centenaire allemand par Arndt Weinrich sur ce site : https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Weinrich_-_bilan_7_th%C3%A8ses.pdf

Allemagne, et sa popularité reste locale²⁷. Plus aucun Président de la République ne s'y était rendu officiellement depuis l'inauguration du Monument National par Albert Lebrun. Le choix du Hartmannswillerkopf est notamment celui d'un champ de bataille qui symbolise la bataille des frontières d'août 1914. Autrement dit, un site symbolisant le tout début de la guerre. C'est aussi le choix de l'Alsace, un territoire qui fut au cœur des grands conflits contemporains franco-allemands, en 1870, en 1914-1918 puis en 1939-1945. La charge symbolique très forte d'une commémoration franco-allemande en Alsace est indéniable. Au moment de la déclaration de la guerre, l'Alsace est un territoire allemand depuis plus de 40 ans. Les soldats Alsaciens-Lorrains ont été enrôlés dans les troupes du Kaiser et ont donc combattu sous un tout autre uniforme que celui des combattants célébrés après la guerre. Dès l'après-guerre, la mémoire des anciens combattants n'est pas portée de la même manière que sur le reste du territoire. Devenus citoyens français en 1919, les Alsaciens sont pendant longtemps les grands absents de cette mémoire 14-18 qui s'attache plus aisément à l'expérience des civils pendant la guerre. Le souvenir des combattants tombés est entretenu par les monuments aux morts dans chaque commune, mais les combattants issus des départements d'Alsace et de Moselle ne peuvent obtenir la mention « mort pour la France », en vertu des dispositions de l'article L. 488 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Les monuments aux morts affichent des formules telles que « mort à la guerre », « à nos morts » ou « à ses enfants morts pendant la guerre de 1914-1918 »²⁸. Cette spécificité de la mémoire alsacienne, champ de tensions entre mémoire régionale et mémoire nationale, s'affirme dans le Centenaire.

Le travail de mise en valeur du patrimoine mémoriel a commencé il y a plusieurs décennies déjà en Alsace. Les initiatives sont aujourd'hui coordonnées notamment par le Pôle d'Excellence Rurale « Tourisme de Mémoire 1914-1918 ». Dès 2013, la Région Alsace affirme une politique mémorielle participative. En juillet, elle met en place le dispositif « Alsace 14-18 », un label qui vient compléter la labellisation nationale et qui permet aux projets sélectionnés de figurer au programme commémoratif régional du Centenaire. Ce dispositif marque la volonté de la Région d'affirmer son rôle dans le Centenaire et de recenser l'ensemble des actions commémoratives organisées sur le territoire (mises en valeur sur un site internet dédié²⁹). Un cycle de manifestations commémoratives est directement porté par la Région Alsace (expositions, colloques³⁰). Ce dynamisme mémoriel s'accompagne d'une volonté de donner une place toute particulière à la réconciliation franco-allemande, que ce soit par l'invitation de délégations allemandes à l'occasion des cérémonies de commémoration locales ou par le soutien à de

²⁷ Un dossier de presse de juillet 2014 du Comité du Monument National du HWK mentionne 400 000 personnes passant devant le site du HWK dont 10% s'arrêteraient pour visiter. L'objectif de fréquentation de l'Historial franco-allemand en construction est fixé entre 50 000 et 80 000 visiteurs. Voir : <http://front-vosges-14-18.eu/hwk/documents/dossierpresse.pdf>
A titre de comparaison, le seul Ossuaire de Douaumont (visite payante) accueillait plus de 150 000 visiteurs par an, avant le Centenaire, avec un total excédant les 350 000 visiteurs par an sur le champ de bataille, en comptant le Mémorial, le Fort de Douaumont et le Fort de Vaux : <http://www.verdun-meuse.fr/images/files/ReunionGouvernanceChampBataille03112010.pdf>

²⁸ Voir le site <http://monumentsmorts.univ-lille3.fr/cartographie/> qui recense les monuments aux morts de France et de Belgique et propose, pour le moment, 105 notices concernant les monuments aux morts alsaciens, reproduisant leurs inscriptions.

²⁹ www.alsace14-18.eu

³⁰ Par exemple, les « Rencontres du Centenaire », une série de conférences organisées par la Région Alsace, l'AMAM et les Éditions La Nuée Bleue.

nombreux projets transfrontaliers ou, plus largement, franco-allemands.

Le Hartmann est un bon exemple de cette conversion de la mémoire alsacienne de 14-18 au franco-allemand. Il est intéressant d'observer comment les logiques politiques et mémorielles à l'oeuvre depuis le 90^e anniversaire de l'armistice ont pu propulser ce champ de bataille et son Monument National du statut de haut-lieu oublié de la mémoire française à celui de haut-lieu de l'amitié franco-allemande. Cette dimension ne va pas de soi, quand on considère que l'érection d'un grand monument commémoratif au sommet du HWK, le seul des Monuments Nationaux érigé en dehors de l'ancienne frontière, était destinée « non seulement aux morts mais à consacrer la Victoire et la Résistance héroïque (des) soldats (français) », selon le programme du Comité de Mulhouse, qui se voit confier le projet par la direction de l'Architecture et des Beaux-Arts d'Alsace et de Lorraine au début de l'année 1921³¹. S'il devait être visible depuis la plaine et même au delà du Rhin, ce n'est donc pas initialement dans un esprit de réconciliation mais bien plutôt pour célébrer la victoire et commémorer le sacrifice des soldats français. Cependant, on retrouve très souvent dans la littérature non scientifique consacrée au Hartmann l'idée que la symbolisation de la réconciliation franco-allemande était inscrite dès l'origine dans les projets de mise en valeur de ce site.

A l'époque même de la guerre, l'importance symbolique du HWK pour la défense de la Haute Alsace avait fait pressentir sa vocation à devenir un lieu de pèlerinage, conduisant les autorités allemandes à réfléchir à sa mise en valeur après guerre et à l'érection d'un monument commémoratif. Selon Thierry Ehret, une commission allemande des sépultures conduite par Paul Bonatz fut chargée, au printemps 1918, de dresser un état des lieux afin d'établir des recommandations concernant le regroupement des tombes isolées. Bonatz dessine un premier projet de monument collectif qui ne verra jamais le jour, du fait de la perte de l'Alsace Lorraine. Dès l'évacuation des lignes par les Allemands, une commission de l'état-major du 1^{er} corps de l'armée française avait été formée et chargée d'étudier les organisations allemandes entre Lauch et Thur. Cette commission avait souligné la remarquable organisation des lignes allemandes et l'intérêt qu'il y aurait à ne pas les détruire mais plutôt à les entretenir³². La région (le syndicat d'initiative de Thann, la presse, le Conseil supérieur d'Alsace, etc.) demande la protection des champs de bataille d'Alsace dans un but mémoriel et touristique. Alexandre Millerand, commissaire général de la République à Strasbourg, met au point l'arrêté du 20 juin 1919 permettant d'appliquer à l'Alsace Lorraine la loi sur le classement au titre des monuments historiques, qui peut s'appliquer depuis la loi du 16 juin 1919 sur les souvenirs de guerre dont la conservation présente un intérêt national³³. Le nettoyage du champ de bataille va donc privilégier la sauvegarde d'un certain nombre de constructions. Deux monuments commémoratifs allemands se trouvent sur le Hartmannswillerkopf : le « monument des chasseurs bavarois » et un monument consacré au général Sproesser du 82. *Landwehr Infanterie Brigade*. Les Allemands avaient respecté les

³¹ Nicolas Lefort, Michel Spitz, *Hartmannswillerkopf, Monument National de la Grande Guerre en Alsace*, Strasbourg, Editions du Signe, 2015, p.43.

³² Thierry Ehret, « Hartmannswillerkopf : un monument national de la Grande Guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 3/2009 (n°235), p.61-73, www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2009-3-page-61.htm.

³³ Nicolas Lefort, Michel Spitz, *op. cit.*, p. 19.

monuments français de la guerre de 1870 en Alsace Lorraine, les Français décident ne pas démonter ces deux monuments (les laissant toutefois sans entretien ni réparation)³⁴. Le champ de bataille du Hartmannswillerkopf est classé le 2 février 1921 et l'Etat fait en sorte d'acquérir les terrains situés dans la « zone classée réservée » appartenant aux communes voisines (258,56 hectares en 1929, sur le millier convoité)³⁵.

Dès 1920, les projets d'érection de monuments commémoratifs individuels ou consacrés à des unités se multiplient. Une « Croix des Volontaires du Haut Rhin » est installée sans aucune autorisation à quelques mètres du sommet (cliché ci-dessous).

Puis un projet de monument commémoratif au 152e régiment d'infanterie est soumis à la commission de l'Architecture et des Beaux-Arts d'Alsace et de Lorraine qui décide d'en autoriser la construction. En juillet 1920, l'Académicien Henry Bordeaux fait part de son vif regret devant la multiplication des initiatives privées et demande à l'Etat d'intervenir pour réaliser un grand monument commémoratif élevé à la gloire de tous (clichés page suivante)³⁶. Un vif débat s'engage opposant les partisans d'un monument à caractère régional dédié à la reconnaissance des Alsaciens et des Lorrains (Comité de Thann) et ceux d'un monument d'envergure nationale à la Victoire de l'armée française (Comité de Mulhouse). Le Comité de Mulhouse dépose un



programme qui préconise de ne pas défigurer le champ de bataille par un monument trop imposant, d'évoquer le souvenir des morts, de représenter la Victoire de la France, de symboliser la Reconnaissance de l'Alsace et la Lorraine à la Mère Patrie, de permettre de distinguer de loin le sommet, de faciliter son accès, d'assurer son entretien et sa surveillance³⁷. Le Comité de Mulhouse obtient l'approbation de la direction de l'Architecture et des Beaux-Arts d'Alsace et de Lorraine et les deux comités fusionnent sous le nom de « Comité du Monument National du Hartmannswillerkopf ». Le projet est confié à l'architecte Robert Danis, qui n'est autre que le directeur de l'Architecture et des Beaux-Arts d'Alsace et de Lorraine. Le regroupement des sépultures éparpillées donne lieu à la création de la nécropole nationale de Silberloch, inaugurée le 1er octobre 1922 (ainsi qu'à l'aménagement de deux cimetières militaires à Cernay, l'un français et l'autre allemand, et d'un cimetière franco-allemand à Guebwiller). Un premier projet

d'aménagement de la crypte-ossuaire au sommet est abandonné, en raison du coût et de

³⁴ *Ibid.*, p.31.

³⁵ *Ibid.*, p. 27.

³⁶ *Ibid.*, p. 35.

³⁷ *Ibid.*, p. 45.

l'ampleur des travaux à effectuer.

La deuxième esquisse prévoit donc la construction de la crypte et de l'Autel de la Patrie en tête du cimetière Silberloch (l'Autel de la Patrie remplaçant la Lanterne des Morts initialement prévue, sur le modèle des trois autres Monuments Nationaux). La statuaire du Monument est confiée au



sculpteur Emile-Antoine Bourdelle (ci-contre). Une souscription nationale est lancée afin de construire sur le Hartmannswillerkopf l'un des quatre Monuments Nationaux de la Grande Guerre. Les conditions de travail sont difficiles, le projet complexe. L'Autel de la Patrie (cliché ci-après) et la crypte (clichés ci-dessus) sont inaugurés le 29 septembre 1929 par le général d'Armau de Pouydraguin. Cette cérémonie rassemble plusieurs sociétés d'anciens combattants mais aussi de nombreux Allemands venus en autocar pour honorer en cette occasion les leurs³⁸. Le général d'Armau de Pouydraguin prononce une allocution qui associe les combattants allemands à l'hommage rendu aux morts : « Nous n'avons pas voulu édifier un monument orgueilleux de triomphe guerrier [...] mais offrir aux morts glorieux un asile digne d'eux et aux survivants un lieu de méditation. [...] Je vous demande d'étendre ce sentiment à ceux qui combattaient de l'autre côté, et qui eux aussi ont



droit à votre hommage pieux »³⁹. Le Monument National est inauguré le 9 octobre 1932 par le président de la République Albert Lebrun, alors que les travaux ne sont toujours pas achevés⁴⁰.

Les publications du Comité du Monument National du HWK mentionnent que la croix sommitale, inaugurée le 11 novembre 1936 par le général Tabouis (président fondateur de ce Comité), devait être « visible des deux côtés du Rhin en signe de réconciliation ». S'il est avéré

³⁸ *Le Petit Parisien*, 30/09/1929. Je remercie Christophe Beck d'avoir attiré mon attention sur cette cérémonie (cf. site internet : Hartmannswillerkopf. Champ de bataille. Lieu de mémoire <http://hartmannswillerkopf.e-monsite.com/>).

³⁹ *Le Petit Parisien*, 30/09/1929.

⁴⁰ Nicolas Lefort, Michel Spitz, *op. cit.*, p. 96. Les travaux ne sont toujours pas terminés à la veille de la Seconde Guerre mondiale...

que la croix sommitale devait être visible depuis la plaine d'Alsace et jusqu'au delà du Rhin, sa symbolique réconciliatrice ne semble pas avoir été pensée par les instigateurs du projet. Cette information n'est pas confirmée par Lefort et Spitz, auteurs d'un très bel ouvrage retraçant l'histoire du Monument National du



Hartmannswillerkopf. Il

semble que cette lecture réconciliatrice du site ait été considérablement renforcée par les projets de revalorisation du Monument et du champ de bataille à l'approche du Centenaire. Ces projets vont faire la part belle à une mémoire partagée du conflit, avec l'objectif d'en faire un lieu de tourisme de mémoire d'envergure européenne. En 2003, le général Bernard Cochin, ancien chef de corps du 152e R.I. de Colmar, est élu président du Comité du Monument National du HWK. Jean Klinkert, directeur de l'Agence de Développement Touristique de Haute-Alsace, prend les fonctions de vice-président délégué. Le Comité va alors se mobiliser entre 2003 et 2007 pour mettre sur pied un programme de valorisation du site, très dégradé faute de moyens. Une première action de revalorisation est réalisée en 2004. Il s'agit de la restauration de la Croix sommitale, qui porte depuis 2008 le nom de « croix de la paix en Europe », sur la proposition du Comité du Monument National du Hartmannswillerkopf.

La réhabilitation du site (clichés ci-contre) va connaître une grande impulsion en 2008, année charnière.

Dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne et du 90ème anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, le gouvernement français organise des « Rencontres européennes de la Mémoire »⁴¹ qui se tiennent à Mulhouse le 9 et le 10 novembre 2009. Elles donnent lieu à la rédaction d'une déclaration européenne sur la mémoire partagée de la Première Guerre mondiale.

Cette déclaration propose différents axes de réflexion et d'action visant à promouvoir l'émergence d'une mémoire européenne du conflit. Il est notamment question de l'introduction de symboles européens dans les cérémonies de commémoration des différents pays (hymne européen, drapeau), de la nécessaire transmission de l'histoire de la Première Guerre mondiale aux jeunes générations, d'un projet de classement au patrimoine mondial de l'UNESCO des champs de bataille en Europe, de la création d'un portail mémoriel européen sur Internet, du rapprochement des services gestionnaires des nécropoles militaires ainsi que de la mise en chantier d'un réseau européen de veille et de vigilance sur la profanation et le vandalisme des lieux de mémoire. A l'issue de ces rencontres, une cérémonie commémorative a lieu sur le Hartmann, dédiée à la réconciliation franco-allemande et à la paix en Europe, à laquelle participent les délégations de tous les pays européens ainsi que des éléments de la brigade franco-allemande. Le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Jean-Marie Bockel affirme la dimension franco-allemande de la mémoire de ce site : « Ce lieu qui nous réunit aujourd'hui, vestige irremplaçable des combats de la Grande Guerre, est depuis longtemps tourné vers la réconciliation. Depuis longtemps déjà, il accueille les visiteurs et les familles de ceux qui ont combattu au Hartmann et



⁴¹ http://archive-ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1109_memoire/Rencontres_europeennes_memoire_communique_de_presse_FR.pdf Voir aussi le site de l'Assemblée Nationale, question de M. Thierry Lazaro au Ministre de la Défense et des Anciens Combattants publiée dans le JO du 30.06.2009 : <http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-54035QE.htm>

ont laissé leur vie dans les tranchées de cette montagne sacrée. Depuis longtemps, ce lieu de mémoire est parcouru par de nombreux visiteurs venus de toute la région, en particulier d'Allemagne, qui viennent ici emprunter les pas des souffrances de leurs aînés, pour comprendre leur destin tragique et sans doute méditer sur les horreurs de la guerre »⁴². Cette dimension franco-allemande doit être centrale dans la revalorisation du site.

Dans ce contexte favorable, le Comité lance une opération générale de réhabilitation comprenant 3 grands sous projets⁴³ :

- Premier volet de ce programme : la rénovation et la restructuration du Monument National du Hartmannswillerkopf et de sa crypte. Le lancement officiel des travaux a lieu le 4 novembre 2009. Le projet reçoit en outre un financement de l'Union Européenne via un programme européen Interreg IV Rhin Supérieur Centre Sud intitulé : « Le Hartmannswillerkopf : lieu privilégié de rencontres européennes et franco-allemandes / *Der Hartmannsweilerkopf: eine außergewöhnliche europäische und deutsch-französische Begegnungsstätte* ». Les travaux sont achevés à l'automne 2012.
- Deuxième volet : la restauration d'une partie des vestiges du champ de bataille et la création d'un parcours scénographié prévue pour l'année 2013. Il s'agit d'aménager un circuit balisé de 4,5 km avec une première boucle dans la zone des combats, une seconde en zone allemande et un plateau mémoriel sur le sommet. Des études préliminaires sont réalisées par l'ONF, le BRGM et Natura 2000, afin de s'assurer de la préservation du site naturel. 45 panneaux signalétiques trilingues sont réalisés. Les vestiges sont remis en valeur et les sentiers sécurisés.
- Troisième projet : la construction d'un Historial franco-allemand. Comme à Verdun, où une mémoire transnationale du conflit va s'affirmer dans les années 1990 par l'ouverture d'un Centre mondial de la Paix, cette mémoire franco-allemande affirme son existence en se gravant dans la pierre. Le Hartmannswillerkopf ne disposait d'aucune infrastructure muséographique ni même d'un espace d'accueil pour les visiteurs venus parcourir le champ de bataille. Il apparaît donc indispensable de le doter d'une structure d'accueil à vocation pédagogique, à proximité de la nécropole. Cette structure sera un « historial ». Le choix de ce terme marque la volonté d'associer mémoire et histoire. L'Historial doit être un centre d'interprétation de la Grande Guerre, dans une perspective franco-allemande. Première structure de ce genre, son objectif est de décloisonner les récits nationaux en croisant les points de vue français et allemand et en interrogeant la constitution des mémoires de la Grande Guerre. Il doit également proposer un jeu d'échelle entre le local et le global en examinant les événements survenus sur le Hartmannswillerkopf, et en les resituant dans l'ensemble du conflit, afin de mieux en percevoir les spécificités. Le calendrier des travaux prévoit l'ouverture de l'Historial franco-allemand au public en 2017.

-
-

⁴² Voir <http://discours.vie-publique.fr/notices/083003731.html>

⁴³ <http://www.region-alsace.eu/actualites/2014/08/05/commemoration-de-la-declaration-de-la-premiere-guerre-mondiale-3097>

- La pose de la première pierre est programmée à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 3 août (ci-dessous).



Les projets autour du Hartmannswillerkopf à la veille du Centenaire illustrent parfaitement à quel point la mémoire de la Première Guerre mondiale est un champ de tensions où s'expriment des dynamiques régionales, nationales et transnationales. On voit bien ici que les enjeux mémoriels et politiques s'entremêlent avec des enjeux économiques et de développement local.

Une commémoration main dans la main avec Joachim Gauck

Dès l'allocution de François Hollande pour le lancement du Centenaire le 7 novembre 2013, il était clair que la chancelière allemande ne ferait pas le déplacement en Alsace mais que ce rôle incomberait au Président de la République fédérale d'Allemagne, Joachim Gauck. Bien qu'il se situe au premier rang dans l'ordre protocolaire, le président allemand a une fonction essentiellement honorifique qui le place donc dans une sphère toute symbolique et non politique. Ce choix a pu renforcer chez certains observateurs l'idée d'un désintérêt affiché de l'Allemagne pour la commémoration du Centenaire et, plus globalement, d'un recul de la présence internationale en France pour les commémorations (confirmé par l'absence de représentants européens de premier plan à l'occasion de la commémoration internationale du 11 novembre à Notre-Dame-de-Lorette⁴⁴). D'autant que quelques semaines avant l'ouverture des commémorations du Centenaire, Angela Merkel s'était rendue en France pour la commémoration

⁴⁴ Voir par exemple l'article de Stéphane Audoin-Rouzeau sur ce site : « 2014 : Centenaire d'en haut ? Centenaire manqué ? » https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Audoin_Rouzeau_Centenaire_manqu%C3%A9.pdf

du 70ème anniversaire du débarquement en Normandie. Ce déplacement officiel semble souligner encore davantage la prépondérance de la Seconde Guerre mondiale dans la mémoire allemande et l'importance du message politique qu'elle permet de véhiculer. Pourtant, dans l'agenda officiel de la chancellerie, seuls deux déplacements en 2014 concernent la commémoration de la Seconde Guerre mondiale contre quatre pour le Centenaire. Mais leur portée et leur visibilité médiatique restent moindres⁴⁵.

S'il est une personnalité politique de « second rang » sur la scène internationale, le Président fédéral allemand n'en reste pas moins une autorité morale outre-Rhin. Joachim Gauck incarne avec une densité particulière cette fonction. Son parcours lui confère une aura et une légitimité forte sur les questions de mémoire et de réconciliation. Né pendant la Seconde Guerre mondiale à Rostock, Allemand de l'Est, pasteur luthérien, il est l'une des voix de la critique du régime communiste. Nommé commissaire fédéral aux archives de la Stasi au lendemain de la chute du Mur, il est chargé de superviser l'ouverture des dossiers secrets de la Stasi. Son travail pour concilier vérité, justice et réconciliation est largement salué par les médias. En 2003, il est nommé président de l'association allemande « *Gegen Vergessen – Für Demokratie* », une association dont l'objectif est de promouvoir le travail de mémoire et d'entretenir le souvenir des crimes du nazisme et des injustices de la dictature en RDA. Autant d'expériences qui font que Joachim Gauck incarnent pour nombre d'Allemands non seulement la réconciliation Est-Ouest mais aussi une Allemagne réunifiée soucieuse d'entretenir le devoir de mémoire et de mener une « politique du pardon »⁴⁶. Après son échec à l'élection présidentielle fédérale de juin 2010, Joachim Gauck fut désigné comme « le président des coeurs » par la presse populaire allemande. Très rapidement après son élection en mars 2012, il effectue un certain nombre de visites officielles en lien avec la mémoire des crimes nazis, dont une sera particulièrement remarquée en France. Le 4 septembre 2013, il se rend à Oradour-sur-Glane sur l'invitation de François Hollande, à l'occasion de la cérémonie en hommage aux victimes du massacre. C'est la première fois qu'un président allemand se rend dans ce village martyr de Haute Vienne. Un geste salué par François Hollande comme un « événement exceptionnel » qui vient rompre le silence. Il s'agit d'un temps fort de l'année franco-allemande. Les présidents français et allemand sont accompagnés d'un rescapé du massacre, Robert Hébras. Les trois hommes se recueillent main dans la main dans l'église : s'établit alors un parallèle évident entre le « geste d'Oradour-sur-Glane » et le « geste de Verdun » de 1984⁴⁷. La densité de cet événement est rapportée dans les médias. Les présidents s'entretiennent par la suite avec des jeunes Français et Allemands, reproduisant le rituel de la transmission. Cette visite, dont la force émotionnelle est amplifiée par la présence d'un rescapé,

45 7 mai : discussion avec 500 jeunes Européens invités par la fondation Robert Bosch et la fondation Körber sur le thème « Que signifie la Première Guerre mondiale pour moi ? » / 28 mai : inauguration de l'exposition « Der erste Weltkrieg » organisée au Musée d'histoire de l'Allemagne / 26 juin 2014 : sommet européen délocalisé pour les commémorations de la Première Guerre mondiale / 28 octobre 2014 : déplacement dans les Flandres pour la commémoration de la 1ère bataille d'Ypres et de la bataille de l'Yser.

46 Pas de réel unison toutefois autour de la figure du Président fédéral. On peut noter ici sans approfondir que Joachim Gauck est la cible de fréquentes et violentes critiques de Die Linke.

47 Le parallèle est établi dans la plupart des médias en ligne, certains accolant les photos des deux « gestes » qui mettent en évidence la similitude des postures. François Hollande y fait également référence dans son discours, de même qu'à la rencontre Adenauer-De Gaulle : <http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-du-president-de-la-republique-a-oradour-sur-glane/>

confère à Joachim Gauck, figure jusque là plutôt méconnue du paysage médiatique français, une certaine épaisseur symbolique aux yeux du public comme de la classe politique française. Il va apparaître comme un homme politique allemand qui n'a pas peur de regarder l'histoire de l'Allemagne en face et d'ouvrir tous les « dossiers »⁴⁸. Ses visites en France donnent lieu à la publication de portraits par les principaux médias français en ligne⁴⁹.

Le récit de la réconciliation franco-allemande a toujours comporté une part d'occultation. Davantage dicté par sa finalité politique que par le souci de rompre les silences, il préfère les lieux de mémoires consensuels et ne s'autorise que peu d'incursions sur le terrain de la Seconde Guerre mondiale⁵⁰. La rencontre de François Hollande et de Joachim Gauck à Oradour-sur-Glane devait montrer que l'amitié franco-allemande était assez solide pour s'attaquer à des lieux de mémoire plus problématiques, marqués par la question de la culpabilité de l'Allemagne (« *Schuldfrage* ») à laquelle Joachim Gauck avait accordé un long développement. Il semblait aller de soi que la commémoration du Centenaire de la Première Guerre mondiale comporte un volet franco-allemand. Restait à savoir si le couple franco-allemand allait poser de nouvelles questions à cette mémoire, pour aller plus loin dans la construction du sens de l'amitié franco-allemande, ou s'en tenir à la traditionnelle célébration d'un miracle, au-dessus des tombes.

Parole et rituels commémoratifs

Le Centenaire de la Première Guerre mondiale n'est pas la simple reproduction de rites commémoratifs. Il est un événement traversé par de multiples enjeux. En France, le Centenaire de l'État se joue sur différents registres (national, franco-allemand et international) qui se croisent ou s'ignorent, au gré des séquences commémoratives, et délivrent des messages adaptés aux impératifs du présent. On peut commémorer un Centenaire résolument patriotique à Mondement et un Centenaire sous le signe de l'amitié franco-allemande au Hartmannswillerkopf. L'important semble finalement moins la cohérence de l'ensemble mémoriel que l'efficacité de chacune des séquences.

La commémoration est une forme de liturgie civique, en même temps qu'elle est un enjeu de communication politique. Elle doit donc concilier la dimension rituelle (inscription dans la tradition et réactualisation de symboles et de valeurs qui sont au centre du dispositif) et la nécessité de renouveler le message ou, à défaut, son support, pour susciter l'intérêt du public

⁴⁸ Parmi les autres gestes historiques de Joachim Gauck sur le terrain de la mémoire et du pardon, citons : sa visite quelques mois plus tard en Grèce pour la commémoration d'un massacre commis par l'armée allemande à Ligiades pendant la Seconde Guerre mondiale ; le 70ème anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz où le président proclame : « Pas d'identité allemande sans Auschwitz », assumant une prise de position compliquée dans une Allemagne qui aspire à se libérer du fardeau de la culpabilité et à tourner la page : http://www.liberation.fr/monde/2015/02/06/fin-de-la-parenthese_1197230 ; la reconnaissance du génocide arménien et de la coresponsabilité allemande l'année suivante, lors d'un office religieux, à la veille des commémorations officielles.

⁴⁹ Quelques exemples :

L'Opinion, 2 septembre 2013 : <http://www.lopinion.fr/2-septembre-2013/joachim-gauck-pasteur-dissident-devenu-president-3555>

Lefigaro.fr, 4 septembre 2013 qui introduit son portrait en ce termes : « C'est un homme sans pouvoir mais dont la parole compte » <http://www.lefigaro.fr/international/2013/09/04/01003-20130904ARTFIG00254-le-president-allemand-joachim-gauck-un-homme-de-parole.php>

Le Monde le 2 août 2014 : http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/08/02/joachim-gauck-porte-parole-atypique-et-populaire-de-l-allemande_4466056_3214.html

⁵⁰ Voir le numéro 100 des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 100 | 2007. Numéro consacré à la thématique : « La réconciliation franco-allemande : les oublis de la mémoire ». En ligne : <http://chrhc.revues.org/666>

(stratégie de communication qui place « l'officiant » au centre du dispositif). Avec l'effacement de la référence à une transcendance et le développement des technologies médiatiques, la fonction de communication devient centrale. Les souhaits de modernisation des organisateurs des commémorations officielles se heurtent souvent à la pesanteur de la tradition, ainsi que le montre Paula Cossart à travers l'exemple du 14 juillet 2014⁵¹. Cette pesanteur était toute relative dans le cas de la commémoration du 3 août. Si depuis la messe pour la paix réunissant Konrad Adenauer et Charles de Gaulle dans la cathédrale de Reims, la mémoire de la Première Guerre mondiale a joué un rôle important dans la symbolique de la réconciliation franco-allemande, aucun rituel commémoratif franco-allemand n'a été, jusqu'à ce jour, pérennisé au niveau de l'État. Il existe bien une « journée franco-allemande » le 22 janvier, commémorant la signature du Traité de l'Élysée, et dont la commémoration a été systématisée par la déclaration commune de l'Assemblée Nationale et du Bundestag allemand, réunis pour une séance le 22 janvier 2003⁵². Cependant, aucune cérémonie officielle franco-allemande n'a été instituée à l'échelle de l'État. La commémoration est confiée aux institutions du système éducatif qui sont invitées à consacrer cette journée à la promotion des relations franco-allemandes. Le rituel de la commémoration franco-allemande s'inscrit donc à la fois dans le temps long, dans un usage décentralisé (dans les écoles et dans les communes où des délégations allemandes sont invitées pour les commémorations officielles) et dans une représentation officielle sporadique, au gré de l'agenda politique franco-allemand.

Le dynamisme de cette pratique commémorative « par le bas » est peu mise à profit dans la cérémonie du Hartmannswillerkopf. Après les deux premiers temps forts du Centenaire qui avaient fait une large place au spectacle vivant, la commémoration du 3 août marque un temps beaucoup plus traditionnel. La cérémonie s'articule en deux séquences solennelles : dans un premier temps, la cérémonie militaire et les allocutions présidentielles qui se déroulent sur l'Esplanade du Monument National, devant l'Autel de la Patrie ; dans un second temps la cérémonie de la pose de la première pierre de l'Historial franco-allemand de la Grande Guerre, qui sera construit un peu en contrebas. Cette cérémonie n'est entourée d'aucun programme commémoratif associant la société civile, ni aucune festivité populaire. L'idée de l'exposition de projets franco-allemands dans la mairie de Colmar, que les présidents auraient inaugurée à l'issue de la cérémonie, est abandonnée (les deux présidents étant attendus le lendemain à Liège pour la commémoration internationale du centenaire de l'invasion de la Belgique). Il faut toutefois mentionner l'organisation par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse d'une rencontre franco-allemande de jeunes à Colmar, sur la sollicitation de la Mission du Centenaire et du Comité du Monument National du Hartmannswillerkopf. En collaboration avec le *Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge* et la Fédération nationale des Francas (France), l'OFAJ a été chargé de rassembler 100 jeunes en amont de la cérémonie, afin de les préparer à y prendre une part active. Dans des ateliers alliant art et réflexion historique, ils ont réfléchi ensemble aux approches mémorielles française et allemande de la Première Guerre mondiale et ont rédigé un message de paix qui devait être lu lors de la cérémonie. L'OFAJ est un partenaire ancien des cérémonies

51 Voir sur ce site l'article de Paula Cossart : https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Cossart-Hainauigu_paradoxe_def.pdf

52 <http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/cr/2002-2003/assemblee-bundestag-4.pdf>

commémoratives franco-allemandes, pour lesquelles il fournit presque systématiquement un contingent de jeunes. Déjà en 1984, cette institution binationale avait pris une part importante dans l'organisation de la cérémonie de Douaumont. Profitant de la présence de ces jeunes à Colmar, l'association Au Fil du Rhin organise une Fête franco-allemande de la Lumière le 2 août au soir (clichés ci-dessous).

Un faisceau laser est projeté au dessus du Rhin pour réunir symboliquement par un pont lumineux les communes de Vieux-Brisach (Breisach am Rhein) et de Vogelgrun (ci-dessous). Postés sur l'Île du Rhin, les 100 jeunes Français et Allemands lâchent 100 lampions dans le ciel (ci-dessous). Cette fête populaire est l'occasion pour l'association au Fil du Rhin de proposer différents stands pour faire découvrir les richesses de l'Alsace.



Dans sa première séquence, le rituel commémoratif du 3 août emprunte beaucoup au culte mémoriel traditionnel de la Grande Guerre pérennisé en France par la commémoration de l'Armistice, mais dans une version transnationale. Il met en scène une cérémonie de deuil, autour d'une mémoire compassionnelle. François Hollande l'avait ainsi annoncé lors de son discours de lancement du Centenaire : cet événement devait être commémoré dans la « gravité » et le « recueillement ». La commémoration est une forme de culte public. Ses rituels et ses symboles empruntent à la sacralité religieuse. Les espaces qu'elle investit deviennent des sanctuaires. Les deux présidents n'hésitent d'ailleurs pas à qualifier le Hartmannswillerkopf de lieu « sacré »⁵³ (« *heiliger Ort* »). En raison de la configuration du lieu, c'est devant un public restreint, réuni sur l'Esplanade où flottent les drapeaux français, allemand et européen, que la cérémonie se déroule. Entre 400 et 500 personnes, parmi lesquelles les 100 jeunes Français et Allemands. Quelques 120 journalistes sont sur place pour couvrir l'événement. La cérémonie est retransmise en direct à la télévision sur France 3 Alsace, France 3 Lorraine et sur iTélé (cliché ci-après, France 3 Alsace le 2 août sur le HWK).



La télévision est devenue depuis les années 1970 un véritable acteur mémoriel. La commémoration est un moment d'unité et de dignité nationale supposé renforcer l'image présidentielle. Sa retransmission télévisuelle renforce son inscription dans l'espace public (alors que s'observe parallèlement la désaffection des cérémonies locales de commémoration). À tel point que les chaînes ont élaboré leur propre rituel médiatique, qui ne se limite pas à la retransmission des cérémonies mais fait la part belle aux récits, aux images d'archives et à l'intervention d'experts (historiens, politiques, acteurs mémoriels divers).

⁵³ Ce terme figure dans la déclaration commune des deux présidents.

Le référent mythique (le fameux « geste de Verdun ») est à ce point présent en filigrane que l'on assiste à une surenchère dans la chorégraphie de l'amitié. Au total, pas moins de cinq gestes fraternels vont être déclinés pendant la cérémonie, à la recherche de l'image qui pourrait rejoindre le top 3 dans l'album de la réconciliation. Après avoir signé une déclaration commune rappelant cette journée de commémoration, destinée à être placée dans un cylindre enfoui sous la première pierre de l'Historial franco-allemand (capsule temporelle), les présidents se recueillent ensemble dans la crypte, où ont été provisoirement ajoutés les noms des unités allemandes ayant combattu sur le Hartmannswillerkopf. Là, ils se donnent une longue accolade (1), empreinte



d'émotion. Ce geste de proximité physique a été pensé pour dépasser la poignée de main et marquer ainsi un pas supplémentaire dans le rapprochement franco-allemand.

Les Présidents rejoignent ensuite l'Esplanade où se déroule la cérémonie militaire (ci-contre, honneurs aux drapeaux, revue des troupes, dépôt de gerbe devant l'Autel de la Patrie, hommage aux morts, hymnes nationaux).



Comme François Mitterrand et Helmut Kohl

à Douaumont en 1984, ils se tiennent les mains, non pas pendant les hymnes nationaux mais pendant l'appel aux morts (2). Pendant toute la cérémonie, les caméras saisissent l'expression

douloureuse de leurs visages. Les présidents se rendent ensuite à la tribune pour prononcer, tour à tour, une allocution. Unique entorse au protocole dans cette cérémonie bien huilée : avant de prononcer son discours, Joachim Gauck, coutumier du fait, se lance dans une improvisation, livrant son émotion devant la vue du champ de bataille apaisé (« Nous regardons ce paysage et nous ne voyons plus d'ennemis [...] C'est presque un rêve, c'est notre réalité »).

Le discours est un élément essentiel du dispositif commémoratif⁵⁴. La finalité de la mise en récit de l'amitié franco-allemande n'est pas tant l'exactitude historique que la désactivation des antagonismes et des ressentiments que peut susciter l'histoire. Cette mise en récit doit réussir à intégrer les mémoires en présence sans pour autant verser dans un récit lissé et aseptisé. La cérémonie du 3 août confirme le caractère convenu et institutionnalisé de la symbolique franco-allemande. La Grande Guerre est un lieu de mémoire propice à l'expression d'un grand récit focalisé sur les martyres partagés et la fraternisation des ennemis d'hier au dessus des tombes. Si dans les années 1960 et 1970, ce grand récit jouait un rôle important dans l'apaisement des mémoires vives et construisait un sens nouveau dans la relation franco-allemande, on peut se demander si sa répétition est encore porteuse de sens aujourd'hui et si sa fixité n'est pas révélatrice d'une incapacité à intégrer les débats mémoriels contemporains et les nouveaux questionnements. Il ne s'agit pas là d'une remarque normative : ce n'est pas la légitimité de ce discours qui nous intéressera ici mais plutôt ses impensés et les logiques qui le sous-tendent. Dans un contexte marqué par la redécouverte du débat historiographique autour des origines de la guerre, la commémoration du 3 août posait la question d'un possible discours franco-allemand sur les causes de l'échec de la diplomatie et du déclenchement de la guerre. Or, les tenants de la mémoire officielle ne semblent pas encore avoir trouvé de passerelle entre le récit national crispé de l'agresseur et de l'agressé et la présentation de la guerre comme une fatalité. Le discours de François Hollande est très consensuel et ne tente aucun regard croisé sur les représentations respectives des pays belligérants et les mécanismes de l'engrenage. Résumant très sommairement l'enchaînement des entrées en guerre, François Hollande choisit les formules les plus neutres (« Il y a 100 ans précisément, l'Allemagne et la France s'engageaient l'une contre l'autre dans un conflit qui allait concerner 72 pays » ; « Le 1er août, l'Allemagne se rangeait derrière l'empire austro-hongrois »). Il évoque une « mécanique folle », « un engrenage infernal ». L'absurdité de la guerre est devenue un leitmotiv du discours de la réconciliation. C'est bien l'un des biais de la commémoration franco-allemande : privilégiant le discours de l'empathie et des souffrances partagées, elle a tendance à brouiller la compréhension des événements en faisant de la guerre une catastrophe plutôt que le résultat de choix politiques, de la construction d'oppositions nationales. La commémoration s'engouffre tout naturellement dans la voie d'une soumission à l'existant, confusément dépeint comme inexorable (FH : « L'histoire de la France et de l'Allemagne démontre que la volonté peut toujours triompher de la fatalité »). Elle n'accorde donc aucune place aux efforts déployés de part et d'autre pour éviter la guerre, aux refus de guerre sous toutes leurs

⁵⁴ Le « geste de Verdun » avait cependant eu lieu au cours d'une cérémonie « silencieuse », François Mitterrand et Helmut Kohl ayant simplement transmis une déclaration commune à la presse. La préférence avait été donnée à une commémoration sur le mode iconique : la réconciliation s'incarnait dans les corps.

formes, aux solidarités transnationales préexistant à la réconciliation, les raisons de leur échec et les éclairages qu'elles peuvent apporter. Les grandes figures françaises et allemandes incarnant le refus de la guerre comme Jean Jaurès, Karl Liebknecht ou Rosa Luxemburg, sont absentes. Aucune allusion non plus aux efforts de rapprochement entre les anciens combattants des deux pays dans l'entre-deux-guerres ni aux causes de ce premier échec. La « politesse mémorielle » proscrit toute incursion sur les terrains glissants. Tout se passe comme si l'idée de réconciliation était née miraculeusement, avec Adenauer et de Gaulle⁵⁵, au terme d'une guerre de trente ans.

A cela vient s'ajouter que, par un effet de loupe, les commémorations franco-allemandes ont tendance à effacer la dimension mondiale de la guerre : la Première Guerre mondiale devient une guerre franco-allemande. Aucune mention n'est faite aux combattants d'autres nationalités, ni à la mobilisation des empires coloniaux, ni à l'extension de la guerre à d'autres fronts. Les discours doivent se focaliser sur l'exceptionnalité du destin de la France et de l'Allemagne. Le récit de la réconciliation a mis au point une conception complexe de l'altérité qui annule la dichotomie traditionnelle entre un « nous » héroïque et un « eux » diabolisé. Cette narration officielle s'applique à déconstruire la figure de l'ennemi : en plus d'associer tous les combattants dans le même hommage, elle espère gommer les antagonismes en laissant à chacun le soin de faire sa propre catharsis⁵⁶. Sans pour autant fournir d'éléments contextuels précis, Joachim Gauck évoque le « fanatisme », « l'aveuglement intellectuel et moral » et la conviction de défendre la « juste cause nationale » comme motivation partagée par tous les combattants : « Tous ceux qui, à cette époque, se battirent ici ou ailleurs, pensaient faire ce qu'il fallait faire. Tous pensaient que le massacre mutuel était justifié. Et que même sous cette forme moderne et industrialisée, la guerre était la seule issue pour faire respecter la juste cause nationale ». Cette interprétation est assortie, dans les discours des deux présidents, d'une exploration du concept de nation aujourd'hui, de ce que doit être le sentiment d'appartenance à cette nation à l'heure européenne, libéré d'un nationalisme agressif. Pour François Hollande, la commémoration doit « donner du sens au monde d'aujourd'hui, d'abord sur ce que doit être le patriotisme ». Le président français développe, une fois de plus, sa vision du patriotisme qui n'est pas un patriotisme identitaire mais un patriotisme social, un vivre ensemble.

Les commémorations franco-allemandes sont un moment d'adhésion au projet européen. Dans la mise en récit de l'amitié franco-allemande, la construction européenne est toujours apparue comme la « fonction historique » du couple franco-allemand. Celle-ci les charge d'un rôle particulier, qui leur échoit en raison de leur histoire commune (F. H. « Pour y parvenir, beaucoup dépendra de l'amitié entre la France et l'Allemagne »). A cela s'ajoute la notion d'exemplarité de la réconciliation qui doit inviter les peuples en guerre à ne pas désespérer du processus de paix. Le récit de la réconciliation franco-allemande comporte une part de messianisme. Il promeut un modèle potentiellement « exportable », que ce soit dans les Balkans ou au Proche-Orient. C'est

⁵⁵ Se plaçant dans la continuité de ses prédécesseurs, François Hollande met en série les grands moments de la réconciliation franco-allemande : Adenauer et De Gaulle, Kohl et Mitterrand... Le 11 novembre 2009 est quant à lui soigneusement oublié. Car la finalité politique du discours prime sur la symbolique.

⁵⁶ Nicolas Sarkozy était, pour sa part, allé plus loin dans cette « politesse mémorielle » dans son discours du 11 Novembre 2009, pointant du doigt le manque de générosité des vainqueurs qui portent une part de responsabilité dans la faillite de la paix.

par exemple le sens du travail de l'OFAJ qui s'est progressivement ouvert à des échanges trinationaux, conformément à la volonté des deux gouvernements de promouvoir son rôle comme source d'inspiration et expérience utile dans des situations de conflit ou post-confliktuelles.

Comme Angela Merkel sous l'Arc de Triomphe, Joachim Gauck déclare : « Sachant que l'Allemagne a envahi la France lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, nous, Allemands, ne saurions interpréter cette réconciliation autrement que comme un cadeau. Et nous tous ne saurions éprouver autre chose que de la gratitude ». L'usage politique de la gratitude (qui n'est pas tout à fait celui du pardon) sert l'apaisement des mémoires. Il devient une composante récurrente du grand récit historique de la réconciliation franco-allemande. La disparition de la génération du feu et l'internationalisation des commémorations a rendu nécessaire la promotion du « travail de mémoire »⁵⁷. Il s'agit non seulement d'entretenir le souvenir mais aussi d'impulser un effort de reconnaissance mutuelle du point de vue de l'autre⁵⁸. François Hollande évoque le projet d'Historial comme un « musée franco-allemand » : « Il sera le symbole de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, mais surtout de la volonté de forger ensemble une mémoire commune ». L'approche de Joachim Gauck est sensiblement plus historienne, confirmant que l'intérêt de l'Allemagne pour le Centenaire est bien plus historique que mémoriel : « Nos différences ne résident pas seulement dans la diversité de nos langues européennes : elles se situent aussi dans le regard que nous portons sur nous-mêmes, sur l'autre et sur le monde. [...] En déployant la patience nécessaire pour nous familiariser avec les points de vue et les perspectives de narration de l'autre, nous apprendrons toujours mieux à être solidaires les uns des autres ». C'est bien là la vraie nouveauté que devait porter le centenaire franco-allemand. Non plus seulement promouvoir un travail de mémoire qui ne serait qu'un hommage commun aux morts mais affirmer une volonté d'examen critique de l'histoire et une prise en compte de la multiperspectivité. Dans son discours, le président Hollande fait en sorte de citer un témoin français, André Maillet, et un témoignage allemand dont nous reparlerons plus bas.

Fait le plus remarquable : la cérémonie du 3 août marque une réduction importante du décalage entre les approches française et allemande de la mémoire de la Première Guerre mondiale sur le plan de la parole officielle. On l'a vu, le Centenaire allemand a fait ressortir une dimension essentielle dans le rapport que les responsables politiques allemands entretiennent avec la Première Guerre mondiale : la conception de la Première Guerre mondiale comme « *Urkatastrophe* » (« catastrophe originelle » perçue dans sa continuité avec la Seconde Guerre mondiale). Il est intéressant et pour le moins surprenant de constater que le discours de Joachim Gauck ne fait aucune mention à cet aspect. La Première Guerre mondiale n'est plus seulement considérée sous le prisme d'une « *Vorgeschichte* » (« préhistoire ») de la Seconde Guerre mondiale, selon l'expression de Nicolas Offenstadt, mais c'est l'expérience des combattants et leurs motivations qui sont au cœur du discours. On se souvient du discours d'Angela Merkel sous l'Arc de Triomphe, le 11 novembre 2009, qui survolait à peine la Première Guerre mondiale pour

⁵⁷ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

⁵⁸ Valérie Rosoux, « La réconciliation franco-allemande : crédibilité et exemplarité d'un « couple à toute épreuve » ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 100 | 2007, 23-36.

se focaliser sur l'histoire de la réconciliation franco-allemande et son rôle dans une Europe confrontée à de nouveaux défis⁵⁹. Le Centenaire est passé par là. L'Allemagne a commencé à dialoguer avec ses morts. Il n'est bien entendu pas question d'une identification avec l'Empire Allemand. Joachim Gauck opère une distinction entre une ancienne et une nouvelle Allemagne (« *das alte Deutschland* » par opposition à « *das neue Deutschland* »). Le discours de Gauck est une illustration parmi d'autres de cette nouvelle curiosité de l'Allemagne pour la mémoire des combattants de la Première Guerre mondiale, dont on exhume les témoignages (Gauck cite un témoignage, évoque son histoire familiale). Il est encore trop tôt pour se prononcer sur la continuation de ce mouvement, sur son ampleur et son degré d'imprégnation dans l'espace public. La différence la plus flagrante entre les discours des présidents Hollande et Gauck tient essentiellement à ce qu'ils ne sont pas mus par la même finalité politique. François Hollande utilise la commémoration pour délivrer des messages concernant aussi bien la politique intérieure (appel au rassemblement) que la politique extérieure (évoquant des crises contemporaines en Ukraine, en Irak, en Afrique et au Proche Orient). Aucun message de ce genre dans le discours de Joachim Gauck. Le président fédéral allemand ne « fait » pas de politique avec le Centenaire. Pas de politique intérieure (à l'exception d'une mise en garde contre la montée des courants populistes), car il semblerait toujours aussi inconcevable en Allemagne de tirer des enseignements positifs de la Première Guerre mondiale. Pas de politique extérieure non plus, pas même une allusion explicite à la crise ukrainienne.

A l'issue des discours, les présidents se donnent une nouvelle accolade (3 et 4 après chaque discours). Le scénario initial prévoyait que les présidents montent à la croix sommitale et effectuent avec quelques jeunes la visite des éléments de tranchées avant de redescendre pour la pose de la première pierre⁶⁰. Ce scénario dut être abandonné. Un rituel festif précède la seconde séquence solennelle : les deux présidents se livrent à un bain de foule désordonné. Le brassage entre présidents, officiels, élus et jeunes, outre l'effervescence joyeuse qu'elle suscite, a une fonction de mise en scène du rassemblement, de la cohésion sociale et donc de la supposée adhésion du public au message présidentiel⁶¹. La démarche se veut moderne, François Hollande et Joachim Gauck se prêtant au jeu du « selfie » avec les jeunes Français et Allemands, en plus des serremments de mains et des échanges de rigueur. La jeunesse n'est pas un acteur nouveau dans les commémorations. Son rôle est prévu dans les cérémonies commémoratives depuis l'après Première Guerre⁶². La commémoration est un moment de transmission intergénérationnelle.

⁵⁹ Pour une traduction française, voir la page <http://anegfrance.free.fr/ENGUEROS.HTM>

⁶⁰ Dossier de presse de l'Elysée : <http://www.elysee.fr/assets/Uploads/DOSSIER-DE-PRESSE-14juillet.pdf>

⁶¹ Pour élargir la perspective, voir : Nicolas Mariot, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Belin, 2006, 351 p.

⁶² Rémi Dalisson, *11 Novembre. Du souvenir à la mémoire*, Paris, Armand Colin, 2013.

Les témoins ont tous disparu mais leur présence est rappelée par des éléments de reconstitution historique. C'est par exemple l'introduction de figurants en uniformes d'époque (cliché ci-contre)⁶³.

La cérémonie du Hartmannswillerkopf n'y fait pas défaut et l'on croisera sur l'Esplanade des poilus, un *Feldgrau*, mais également des chasseurs alpins et un annamite.



L'invitation de jeunes Allemands aux cérémonies de commémoration n'est pas non plus un fait nouveau. Depuis l'internationalisation des commémorations, elle devient presque systématique. On se souvient qu'en 1984, François Mitterrand et Helmut Kohl s'étaient mêlés aux très nombreux jeunes venus de France et d'Allemagne, pour planter avec eux deux des soixante-dix érables marquant le 70^{ème} anniversaire du déclenchement du premier conflit mondial.

La cérémonie de la pose de la première pierre s'articule en quatre temps : la lecture du message de paix composé par les jeunes Français et Allemands encadrés par l'OFAJ, les allocutions des historiens Nicolas Offenstadt (en allemand) et Gerd Krumeich (en français)⁶⁴ explicitant le projet d'Historial, le discours de Gilles Marty, l'architecte de l'Historial, puis l'enfouissement de la capsule temporelle par les présidents et le scellement de la première pierre (cliché ci-contre).



⁶³ Charles-Louis Roseau-Vincenti date leur vulgarisation de novembre 1990. Voir son mémoire de Master 2: "*La mise en scène institutionnelle et politique de la Grande Guerre*", CELSA, sous la direction de Mme le Professeur Véronique Richard, en ligne : <http://www.crid1418.org/doc/textes/Grande%20Guerre%20et%20communication.pdf>

⁶⁴ Consultable sur le site de l'Observatoire du Centenaire : http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/IEGP_GK__NO_pdf.pdf

Bien que la forme en soit très classique, l'intervention des jeunes est très largement couverte par les médias. La place accordée à la jeunesse dans cette cérémonie (de longues minutes seront consacrées à la lecture du message de paix en français et en allemand) ainsi que la visibilité donnée à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse chargé de réunir et de préparer les



jeunes (remercié par Joachim Gauck dans son discours⁶⁵), marquent la volonté de valoriser à travers cette institution le travail accompli auprès de la jeunesse depuis plus de cinquante ans par les gouvernements français et allemand, dans le domaine de l'éducation à la paix et du travail de

⁶⁵ « L'un des grands défis du présent et de l'avenir sera de rappeler encore et encore le sens profond et tout bonnement vital de ces institutions européennes communes, et de l'ensemble de notre politique européenne commune. La société civile y contribue constamment. A cet égard, j'éprouve de la reconnaissance pour le travail de longue haleine de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, dont les représentants sont présents aujourd'hui ».

mémoire. Le groupe de cent jeunes réuni pour cette commémoration devait par ailleurs incarner la diversification progressive et constante des publics amenés à prendre part à la mobilité européenne. Moment de pédagogie civique, la commémoration instaure un dialogue entre passé, présent et avenir. C'est la raison pour laquelle la commande politique avait chargé les jeunes de préparer non pas la lecture de témoignages français et allemands de la Première Guerre mondiale, comme c'est souvent le cas dans les cérémonies de commémoration, mais la rédaction d'un message franco-allemand de paix adressé aux générations futures, placé dans une « capsule temporelle » enfouie sous la première pierre de l'Historial (la rencontre entre présidents et jeunes étant d'ailleurs prévue non pas devant un « vestige » mais devant un « projet »). Une préparation de trois jours avait permis aux jeunes de visiter le site du HWK, de rencontrer des acteurs locaux de l'entretien de cette mémoire et d'affiner leur compréhension des débats mémoriels et des enjeux de la cérémonie de commémoration à l'occasion d'une discussion menée avec les historiens Nicolas Offenstadt et Gerd Krumeich. L'OFAJ avait choisi de faire travailler les jeunes sur un support original, le message de Fiquelmont, sorte de première « capsule temporelle » abandonnée par des sous-officiers allemands cantonnés dans une ferme non loin de Verdun en 1916. La bouteille retrouvée en 1981 dans la ferme renfermait un message pacifique adressé aux générations futures⁶⁶. Cette source au destin étonnant sera d'ailleurs citée par François Hollande dans son discours. Le message franco-allemand de paix rédigé au HWK devait ainsi prendre la mesure du chemin parcouru depuis cent ans et transmettre de nouveaux espoirs et de nouvelles recommandations aux générations futures. Un appel à la vigilance et au renforcement de la coopération qui semblait parfois être directement adressé aux présidents (« C'est pourquoi il est de votre devoir de préserver ces échanges entre les cultures et de les enrichir notamment par des rencontres de jeunes »⁶⁷). A l'issue des discours qui profilent le projet d'Historial, les présidents s'affairent, truelle en main, au scellement de la première pierre, dans un moment de convivialité.

Leurs mains s'entremêlent une dernière fois (5) sur la première pierre de l'Historial. L'image des mains entrelacées sera l'un des clichés les plus repris par la presse, montrant à quel point le geste est attendu. Si l'on avait pu longuement disserter de la spontanéité ou non du « geste de Verdun », le geste du Hartmannswillerkopf est clairement un geste pensé dans un cadre prédéfini lourdement marqué par l'héritage Mitterrand-Kohl. Un geste qui fait partie intégrante du rituel commémoratif, et qui n'en est pas moins très chargé émotionnellement. La pose de la première pierre de l'Historial est véritablement le point le plus remarquable de cette cérémonie franco-allemande. La création d'un centre d'interprétation franco-allemand de la Grande Guerre et le choix de promouvoir ce projet à la faveur de la cérémonie de commémoration franco-allemande du Centenaire affirment la volonté de consolider encore et toujours la coopération franco-allemande par le biais des sociétés civiles en y associant la jeunesse, mais aussi par le biais de la coopération scientifique, en favorisant l'écriture d'une histoire transnationale de la guerre, invitant les citoyens européens à porter un regard critique sur l'histoire et à croiser les points de vue pour parvenir à une meilleure compréhension mutuelle. On peut regretter que les discours présidentiels

⁶⁶ Il est maintenant conservé au Centre européen Robert Schuman.

⁶⁷ <http://www.ofaj.org/message-de-paix-franco-allemand>

n'en aient pas mieux défini le projet, et que la mise en scène retenue ne lui ait pas fait une meilleure place dans le dispositif commémoratif, en en faisant une sorte d'épilogue (notons à ce propos que les contraintes du lieu empêchent une grande partie des invités présents à la cérémonie d'assister à cette séquence).

A l'issue de la cérémonie, les deux présidents vont déjeuner avec une cinquantaine d'invités à la ferme-auberge située au sommet du Molkenrain, qui servit de cadre à certaines scènes du film *Jules et Jim* de François Truffaut. La commémoration n'est pas tout à fait un moment suspendu au dessus des débats politiques. Profitant de la présence du président Hollande en Alsace, les grands élus alsaciens vont tenter de créer l'occasion de lui exprimer leur opposition au projet de réforme territoriale. Ils l'engagent sur ce sujet une première fois dès son arrivée sur les lieux, vers 10h30, alors que François Hollande attend Joachim Gauck devant la Tranchée d'Honneur. Le président s'éloigne pour attendre seul. Le déjeuner leur fournira une deuxième opportunité. Alors que le président s'apprête à quitter les lieux vers 14h30, il est entraîné par une quinzaine d'élus qui insistent pour s'entretenir avec lui. Le président de la Région, Philippe Richert, lui expose alors pendant quelques minutes la position des grands élus alsaciens (suppression des départements en Alsace, transfert de compétences à la Région par la création d'un conseil d'Alsace). Ces pourparlers sont rapportés dans la presse locale (*L'Alsace*, mardi 5 août 2014).

Conclusion

Un décloisonnement mémoriel semble être en marche dans le Centenaire. Il a montré ses limites dans les commémorations officielles, comme lors de la séquence commémorative du 28 juin à Sarajevo, les grandes commémorations internationales peinant à s'extraire du cadre national dans lequel sont pensés leurs enjeux. La séquence franco-allemande de l'année 2014 du Centenaire n'apporte pas de renouvellement dans le grand récit de la réconciliation, qui reste figé sur une déploration de la dureté de la guerre, devenue incompréhensible pour les citoyens d'aujourd'hui, et renonce à construire sur la base d'un regard croisé un discours intelligible sur son surgissement. Le Centenaire offrait pourtant l'opportunité de franchir un pas et d'enrichir la narration officielle de la réconciliation en explorant de nouveaux lieux de mémoire communs et en cherchant la voie d'un discours franco-allemand sur la guerre qui ne verserait pas dans l'uniformisation des mémoires et qui resterait connecté à une histoire mondiale de la guerre. En France, le Centenaire de l'État montre que la parole historienne peine à se frayer un chemin dans les commémorations officielles. Les discours officiels du 14 juillet, du 3 août et du 12 septembre laissent à penser que les avis du conseil scientifique de la Mission du Centenaire ne sont que lointainement pris en compte par les pouvoirs politiques. Le Centenaire est avant tout pensé à travers ses enjeux politiques. Cependant, la place accordée à la pose de la première pierre d'un Historial franco-allemand de la Grande Guerre dans la commémoration dit bien qu'en dépit de la faiblesse discursive de ce Centenaire « d'en haut », le travail d'écriture d'une histoire transnationale de la Grande Guerre sort de la sphère académique pour s'adresser à tous les publics.

*Observatoire du
Centenaire*

Université de Paris I